

Rémunération des fonctionnaires

La CGT demande l'ouverture d'une véritable négociation salariale

La CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC et FAFP interpellent Annick Girardin, la Ministre de la Fonction publique, pour l'ouverture d'une véritable négociation salariale...

Lors du rendez-vous salarial du 17 mars, une revalorisation de la valeur du point d'indice a acté à hauteur de 2 fois 0,6 % au 1er juillet 2016 et au 1er février 2017.

Depuis 2010, le point d'indice qui sert à calculer le salaire des fonctionnaires était gelé. Les 5,6 millions agents de la fonction publique ont perdu entre "8 et 10%" de leur pouvoir d'achat en cinq ans, selon la CGT, FO et Solidaires qui appelaient à la mobilisation.

Pour la CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC et FAFP ces deux revalorisations ne sont pas à la hauteur compte tenu de l'urgence d'une situation marquée par l'importante dégradation du pouvoir d'achat créée par six années d'austérité salariale.

Oui à une véritable négociation, non au "salaire au mérite"

Aussi les organisations syndicales demandent la réouverture sans délai d'une véritable négociation et rappellent leur opposition aux dispositifs consacrant le « salaire au mérite », contraire aux valeurs du service public et au système de rémunération de la Fonction publique de carrière.

Les organisations syndicales réitèrent également leur demande d'abrogation du RIFSEEP. Rappelons que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, va devenir, d'ici fin 2016, le nouvel outil indemnitaire de référence en remplaçant la plupart des primes et indemnités existantes dans la fonction publique de l'Etat.